

De la place de la théorie de la valeur et de la monnaie dans la théorie de la régulation : critique et synthèse

 journals.openedition.org/regulation/9797

Revue de la régulation

Capitalisme, institutions, pouvoirs

12 | 2e semestre / Autumn 2012 : Varia

Matthieu Montalban

Résumés

Marxistes et régulationnistes s'opposent sur l'utilité de la théorie de la valeur, notamment la théorie de la valeur-travail. Nous montrons comment les régulationnistes, après avoir été pour certains des défenseurs de la théorie de la valeur-travail, l'ont abandonnée pour y substituer une théorie de la monnaie. Nous montrons que les problèmes centraux pour le marxisme sont celui de la socialisation des travaux privés par le marché et le fait que la théorie de la valeur-travail n'est plus utilisée que pour démontrer l'exploitation. Après avoir souligné les apports du programme de recherche sur la monnaie, nous montrons les limites auxquelles peut mener un tel positionnement, notamment l'absence de théorie des prix et du profit, et nous montrons qu'en fait des auteurs comme Orléan et Lordon recourent à une théorie de la construction sociale de la valeur d'usage. Nous montrons également que la théorie de l'exploitation et les travaux sur les nouveaux indicateurs de richesse ne peuvent se passer totalement d'une théorie de la valeur.

Introduction

La question de la valeur a été au cœur de l'économie politique classique et du marxisme et elle a constitué la pierre d'achoppement des débats entre marxistes, néoricardiens et néoclassiques. Elle est aussi, plus généralement, un élément d'opposition entre orthodoxie et hétérodoxie. Mais plus encore, celle-ci fait débat chez les hétérodoxes (Faccarello, 2000 ; Aglietta et Orléan, 2002).

Alors que les interrogations sur la valeur, la richesse et la répartition sont au cœur de la crise du capitalisme contemporain¹, la plupart des membres de la théorie de la régulation, notamment Aglietta et Orléan (2002), et avec comme point culminant la récente parution de Orléan (2011a) qui résume l'essentiel des idées, se sont distingués en critiquant tout recours à une théorie de la valeur en lui substituant une théorie de la monnaie et en s'intéressant plutôt aux fondements sociaux de la monnaie. Cette position se fonde sur l'idée d'un choix nécessaire entre théorie de la monnaie et théorie de la valeur. La théorie

de la régulation critique ainsi le recours à la théorie de la valeur. À l'opposé, les marxistes ont tenté de défendre la théorie de la valeur-travail (ou Labour Theory of Value) comme « source » de la valeur, des prix et de l'explication du profit, en se focalisant particulièrement sur le problème de la transformation.

Il en résulte un débat entre marxistes et régulationnistes sur la place à accorder à la théorie de la valeur par rapport, notamment, aux questions de la monnaie et de l'exploitation (voir le débat entre [Harribey, 2011](#) et [Orléan, 2011b](#) dans la Revue dans laquelle nous publions). Or, si l'hétérodoxie se retrouve sans théorie de la valeur, ou simplement sans théorie des prix alternative, on peut naturellement s'interroger quant à sa capacité à produire une représentation alternative de l'économie politique à celle de l'orthodoxie. En effet, si l'hétérodoxie se « contente » de n'être qu'une macroéconomie institutionnelle (ce qui n'est certes pas si mal) et qu'elle délaisse la microéconomie à l'analyse néoclassique, on pourra facilement objecter de la pertinence même de l'existence d'une hétérodoxie, en attaquant sa cohérence interne ou son caractère général. Qui plus est, la place centrale du travail et du rapport salarial aussi bien dans le marxisme que dans la théorie de la régulation devrait nous amener à nous interroger plus profondément sur l'intérêt ou non de rejeter la théorie de la valeur-travail. La thèse défendue dans cet article est donc la suivante : la théorie de la valeur-travail a été rejetée en partie avec raison car elle n'avait plus qu'un rôle secondaire dans la théorie de la régulation et le marxisme (« prouver » l'exploitation), mais les approches monétaires et spinozistes ne nous fournissent toujours pas de réponses à la question de la détermination des prix et du profit, et supposent certaines clarifications.

Dans la première partie, nous revenons sur le positionnement originel de la théorie de la régulation sur la théorie marxienne de la théorie de la valeur-travail, en considérant d'abord l'ouvrage fondateur d'Aglietta (1976) et la contribution apportée par Lipietz (1983) à la problématique de la New Interpretation de la question de la transformation (1. 1.), puis en abordant les problèmes posés par cette solution et le rôle incertain de la théorie de la valeur-travail (1. 2.). Dans la deuxième partie, nous évoquons les arguments régulationnistes en faveur d'un remplacement de la théorie de valeur par la théorie monétaire, et dans la troisième des risques et contradictions qui peuvent résulter de ce positionnement. Précisons que nous ne faisons pas ici de revue de littérature sur le problème de la transformation des valeurs en prix, car cette tâche dépasserait largement la taille prévue pour cet article.

1. Le statut de la théorie de la valeur-travail dans les travaux fondateurs de la théorie de la régulation

1. 1. La théorie de la régulation, fille du marxisme : la défense de la théorie de la valeur-travail dans les premiers travaux régulationnistes

Dans les travaux fondateurs de la théorie de la régulation, notamment ceux d'Aglietta (1976) mais aussi et surtout ceux de Lipietz (1979 et 1983), la filiation marxiste ne fait

aucun doute, comme d'ailleurs l'acceptation de la théorie de la valeur-travail, au moins jusqu'à la sortie de l'ouvrage d'Aglietta et Orléan (1982). La crise est analysée, comme on le sait, comme la crise d'un régime d'accumulation intensif et d'un mode de régulation monopoliste (le tout formant le mode de développement fordiste), liée au ralentissement de la productivité, conduisant à la baisse tendancielle du taux de profit. La réflexion repose largement sur une interprétation des schémas de la reproduction – du moins chez Lipietz (1979) et chez Aglietta (1976) – dans une continuité avec le marxisme très nette et affirmée. D'ailleurs, l'ensemble de l'ouvrage d'Aglietta (1976) s'inscrit dans le cadre d'une analyse des lois de l'accumulation du capital et des crises, même si, les concepts de formes structurelles, de régulation et de régimes d'accumulation sont forgés comme alternatives au concept d'équilibre général et pour appréhender la reproduction du capitalisme. La théorie de la valeur sert à Aglietta (1976) à exposer les différents régimes d'accumulation (p. 45-46) : « La proposition selon laquelle le capital est issu du travail social trouve son expression précise dans le concept de plus-value. L'analyse de la plus-value sous ses deux modalités, absolue et relative, conduit à la formulation de la loi d'accumulation du capital. À ce niveau d'abstraction, la loi permet d'ordonner dans un panorama général les tendances de l'accumulation du capital aux États-Unis en longue période. » L'analyse du rapport salarial fordiste vise justement à « concrétiser » la mise en avant et les formes d'extraction de la plus-value relative.

En conséquence, le chapitre 1 (« La production du capital ») de *Régulation et crises du capitalisme* commence par un exposé de la théorie de la valeur-travail et de ces différents concepts. Les trois premières phrases de ce chapitre sont de ce point de vue exemplaires d'une démarche marxiste (p. 56) : « Le concept central qui exprime les rapports de production parce qu'il définit la forme économique sous laquelle est appropriée le travail de la société est celui de plus-value (souligné dans le texte). La mise en évidence des lois d'accumulation du capital a pour point de départ l'analyse de la création de plus-value et des limites qu'elle rencontre. Mais la plus-value dépend elle-même d'un concept plus général, celui de valeur, qui exprime les rapports par lesquels le travail particulier [...] devient travail social. » Dans la continuité de ce que Marx raconte dans le chapitre 1 du *Capital* (1867), Aglietta indique : « Il n'existe de science expérimentale que du mesurable. [...] C'est pour avoir failli à cet effort d'abstraction initial que la théorie néo-classique est dans l'incapacité à rendre compte des phénomènes concrets et qu'elle s'est condamnée à nous présenter un équilibre général établi de toute éternité puisque pour elle, les prix ne sont des variables homogènes chez tous les sujets qu'à l'équilibre général. Cet effort d'abstraction est possible parce qu'il existe dans la réalité étudiée un processus d'homogénéisation qui fait des objets étudiés les éléments commensurables d'un espace sur lequel peut être définie une mesure. En économie, ce processus d'homogénéisation s'appelle la valeur (souligné dans le texte). » L'auteur continue sur l'importance de l'équivalent général, dans une vision encore très marxienne : « La loi de la valeur, ou loi générale des équivalences, est la représentation formelle du processus d'homogénéisation des objets économiques. [...] C'est pourquoi la représentation du travail abstrait se fixe sur une marchandise qui devient l'équivalent général et est appelé monnaie (souligné dans le texte). » Aglietta définit alors un concept aujourd'hui très important dans la théorie de la valeur-travail marxiste, à savoir l'expression monétaire de l'heure de travail, qui indique de combien d'unités monétaires le travail abstrait est l'équivalent, donc le rapport entre le revenu national exprimé en monnaie et la quantité de travail abstrait.

Les chapitres IV et V sont quant à eux dédiés à l'analyse de la concurrence et de la formation d'un taux de profit moyen et de prix, notamment dans un cadre de régulation monopoliste. Conformément à l'approche marxiste, l'auteur y réaffirme que le niveau du profit global est déterminé par la plus-value globale, c'est-à-dire par les conditions de production et d'échange, et que son concept est logiquement antérieur à celui de taux de profit (moyen). L'auteur analyse même le statut de la forme prix. Clairement, le caractère monétaire de l'économie capitaliste étant revendiqué en continuité avec l'analyse marxienne, la valeur n'est pensable que dans un cadre monétaire, la réalisation sous forme de monnaie étant la validation des travaux sociaux par la demande sociale (autrement dit le problème de la contrainte monétaire). L'étude des prix apparaît alors liée à celle de la formation de la demande sociale au travers de la formation du revenu global et des échanges, eux-mêmes liés aux conditions de la reproduction sociale du capital et de la force de travail. Par la suite, l'auteur établit les conditions de reproduction équilibrée élargie du capital : « [...] nous obtenons la condition de formation du taux de profit général. Sa signification est claire. En exprimant que la réalisation de la valeur d'échange globale doit être compatible avec la macrostructure de la production, cette condition explicite les échanges de valeur entre les deux sections qui neutralisent la tendance au développement autonome. » (p. 308-309). Ainsi, la formation des prix, notamment des prix de production mais aussi de prix incorporant un taux de profit différent du taux de profit moyen (caractéristique d'une régulation monopoliste), est analysée en relation avec la demande sociale (p. 325-326) : « Il se crée des régimes de prix qui épousent les formes de la concurrence, sont compatibles avec une différenciation des taux de profit de nature structurelle et permanente, et tendent à perpétuer une répartition inégale du profit global. Pour que de tels régimes de prix s'établissent solidement, il faut évidemment que la demande sociale qui s'adresse aux différentes catégories de marchandises soit accordée aux rapports asymétriques de concurrence. C'est pourquoi la stratification hiérarchique des revenus assise sur les différenciations du salariat est une composante indispensable de ce qu'en opposition à la pleine concurrence on peut appeler une situation de "concurrence monopolistique" ». Ces prix dont les taux de profit s'écartent du taux de profit moyen sont analysés comme une conséquence des barrières à l'entrée et du concept de branche, ainsi que les pratiques de prix administrés. La conséquence est que des prix plus rigides prévalent.

De même, sont analysés les rapports de concurrence et la recherche d'extraction de surprofit, et les processus de dévalorisation du capital au travers de l'obsolescence. Ainsi, après avoir rappelé que le prix des marchandises est un prix moyen, l'auteur rappelle aussi que les producteurs bénéficiant de conditions de production plus favorables que la moyenne bénéficient temporairement d'un surprofit, tandis que les firmes réalisant en retard réalisent des taux de profit inférieurs, et sont donc amenées à être dévalorisées ou rachetées. Conformément à la vision marxienne, les firmes doivent se partager le profit global déterminé par le taux d'exploitation, et le partage de ce profit s'effectue en cohérence avec les formes de la concurrence (ici monopoliste). Enfin, le rôle de l'obsolescence accélérée sur les prix et la régulation sont étudiés : dans un régime d'accumulation intensive à dominante monopoliste, ces dernières entraînent des modalités particulières de dévalorisation du capital. Les firmes oligopolistiques incorporent des provisions financières dans leur prix de production pour faire face à l'obsolescence

accélérée liée aux prévisions de renouvellement des équipements. Ceci n'est possible que si les conditions de production et d'échange entre sections ne sont pas trop bouleversées et qu'un développement autonome d'une section ne se produit pas. Or, le renouvellement rapide des moyens de production conduit à un développement autonome de la section 1 et à un processus inflationniste rampant, du fait de l'intégration des provisions aux prix de production. Enfin, les prix administrés, via les ententes/cartels permettent de réaliser pour les firmes d'une branche un surprofit, inférieur au surprofit monopoliste et de limiter la réaction des prix à la demande, tandis que les prix réglementés dans les *public utilities* ou certains secteurs très concentrés autorisent, en soustrayant les firmes à la validation sociale des travaux privés via une pseudo-validation publique, de maintenir un taux de profit suffisant. Aglietta note à ce propos que cette pratique a pour effet de ralentir le développement des forces productives, car les lois de la concurrence et de la valeur ne s'expriment pas à leur « plein régime ». Tout cela est au fond très largement compatible avec le marxisme traditionnel, la théorie de la valeur-travail étant en arrière-plan.

Néanmoins, certains éléments de la trajectoire postérieure de l'auteur sont présents, puisque l'analyse de la forme monnaie apparaît d'ores et déjà fondamentale, particulièrement le rôle de la contrainte monétaire. Mais cela reste dans le cadre marxiste. En effet, l'auteur étudie le rôle de la pré-validation et de l'ante-validation du travail social par le crédit et par la formation du système des banques centrales, et son impact sur le mode de régulation monopoliste via l'inflation. Il n'est pas encore question de la confiance dans le signe monétaire.

On comprend donc que l'ouvrage fondateur de Michel Aglietta comme l'approche de la théorie de la régulation aient pu être repris comme référence par des auteurs se réclamant de la théorie de la valeur-travail tout en cherchant à étudier les transformations du capitalisme. C'est dans ce contexte qu'Alain Lipietz entreprend de défendre la théorie de Marx dans *Crise et inflation, pourquoi ?* (1979) et *Le monde enchanté* (1983). Plus exactement, celui-ci va contribuer, avec Gérard Duménil (1980) et Duncan Foley (1982) à proposer la « New Interpretation » ou Single-System Labour Theory of Value. La problématique marxienne de la transformation est mobilisée explicitement pour comprendre la crise inflationniste. Ainsi, Lipietz (1979) défend l'idée selon laquelle il est nécessaire de recourir à la théorie de la valeur-travail pour comprendre l'inflation. Comme indiqué p. 71, il existe deux possibilités de mesurer l'évolution du pouvoir d'achat de la monnaie : soit en déterminant un panier de biens (c'est la méthode de l'INSEE...), le problème étant alors de définir un panier de biens stable (d'où les débats entre indices de Paasche et de Laspeyres) ; soit en définissant un concept de valeur indépendant des prix monétaires, comme la théorie de la valeur-travail, et l'inflation reflétera alors le pouvoir d'achat décroissant de l'unité monétaire pour acheter une unité de travail.

Plus fondamentalement, ce que Lipietz (1979 et 1983) cherche à souligner c'est l'importance du fétichisme de la marchandise dans l'analyse de la valeur, ainsi que la relation complexe entre, d'un côté, le monde enchanté ou exotérique des prix monétaires et de la marchandise et, de l'autre, le monde ésotérique (« caché ») de la valeur et de l'exploitation. Il s'agit ici, à la fois, de souligner la dépendance (ou la connexion) globale entre l'exotérique et l'ésotérique, tout en prenant au sérieux le fétichisme et le monde enchanté contre une certaine vulgate marxiste « substantialiste » : « Ce monde des

rapports perçus – en économie : celui des prix et des revenus, exprimés en monnaie – Marx l’a appelé le monde enchanté [...]. Prendre au sérieux le « monde enchanté », tel est le seul pari de cet essai : d’où son titre. Je crois en effet que c’est dans l’exploration de ce monde, dans l’étude de l’interaction entre ce monde enchanté des prix proposés, des profits attendus, des salaires exigés, et le monde désenchanté de la lutte aveugle pour l’appropriation du produit du travail social, que se cache la clé du secret des crises, et en particulier de la crise inflationniste actuelle. » (Lipietz, 1983, p. 15).

Alors que plus tard, suite à Aglietta et Orléan (1982 puis 2002), l’analyse de la forme (monétaire) va l’emporter, l’enjeu pour Lipietz est de tenir ferme sur les deux « mondes » ou espaces de l’analyse marxienne. Ainsi, l’auteur rappelle-t-il (1983, p. 33 et 73) que s’il n’y a pas de substance sans forme, de même il n’y a pas de forme sans substance, notamment en critiquant Aglietta et Orléan (1982). Ce qu’il craint ici est le risque de faire revenir si on n’y fait pas attention, « d’autres substances » que le travail (nous y reviendrons en 2.). Enfin, il s’agit de montrer qu’il existe une connexion macroéconomique entre la valeur et les prix, qui permette d’interpréter la crise inflationniste du fordisme, dans la continuité d’Aglietta (1976).

Ce positionnement dans le débat sur la transformation était loin d’être neutre : la source du problème de la transformation est la non-vérification simultanée de l’égalité entre la somme des valeurs et celle des prix d’un côté, et l’égalité entre somme des plus-values et somme des profits de l’autre (Von Bortkiewicz, 1907a et b). Rappelons que les travaux néo-ricardiens avaient conduit à considérer l’inutilité de la théorie de la valeur-travail (Steedman, 1977), ce qui était résumé par la phrase de Samuelson (1970) : « En résumé, la “transformation” des valeurs en prix peut être décrite logiquement comme la procédure suivante : (1) écrivez les relations de valeurs, (2) prenez une gomme et effacez les, (3) finalement écrivez les relations de prix – ainsi vous avez effectué le fameux processus de transformation. » Pour ces auteurs, les prix et le taux de profit n’avaient pas besoin du taux d’exploitation et de la théorie de la valeur-travail pour être déterminés. D’ailleurs, Morishima (1973) avait énoncé le Théorème marxien fondamental, qui montre l’équivalence entre positivité du taux de profit et positivité du taux d’exploitation, sans pour autant trouver de procédure simple pour passer des prix aux valeurs, les deux espaces étant incompatibles.

Une « nouvelle solution » fut alors proposée par de Duménil (1980), Foley (1982) et Lipietz (1983). Il convient de noter que la particularité de celle-ci est de ne pas avoir besoin de s’intéresser aux prix et aux valeurs individuelles. En effet, cette solution est plutôt une interprétation, d’où son appellation de « New Interpretation » ou encore « Single-System Labour Theory of Value ». La clé ici est de supposer que la valeur de la force de travail (le capital variable) est déterminée en monnaie par les luttes sociales : plus exactement, c’est le produit du salaire monétaire et de la valeur de la monnaie, c’est-à-dire le rapport entre la quantité de travail et le produit net exprimé en prix (c’est aussi l’inverse de l’équivalent monétaire du temps de travail).

Pour étudier cette « nouvelle interprétation », nous reprenons la présentation de Rieu (2006). Soient p le vecteur ligne des prix des marchandises $(1, n)$, l le vecteur ligne $(1, n)$ des quantités de travail, y le vecteur colonne $(n, 1)$ du produit national net, la matrice (n, n) input-output des coefficients techniques et Y le vecteur colonne $(n, 1)$ du produit brut et m la valeur de la monnaie définie comme l’inverse de l’équivalent monétaire du temps de

travail abstrait. Par définition, on a :

$$py = pY - pAY \quad m = \frac{lY}{py}$$

Soit P la somme des profits, et Pl la somme des plus-values. Si on suppose que la somme des valeurs nettes = somme des prix du produit net, et en notant V le vecteur des valeurs nettes (le travail vivant), alors on a : $mpy = Vy$

$$Pl = Vy - vY = (l-v)Y = (l - wml)Y = (1-wm)lY$$

Si on souhaite vérifier l'égalité de la somme des profits avec la somme des plus-values, il faut vérifier que l'écart t entre les profits et les plus-values (exprimées en monnaie) est nul :

$$t = P - \frac{Pl}{m} = (p - pA - wl)Y - \left(\frac{1}{m} - w\right)lY = p(I - A)Y - \frac{lY}{m} = py - py = 0$$

Ceci permet alors de défendre l'idée marxienne selon laquelle le profit a sa source dans la plus-value et sa procédure de transformation.

Trois commentaires peuvent être faits :

1) tout système de prix, et non seulement le système de prix de production est compatible avec cette « nouvelle interprétation », y compris des prix de monopole ;

2) la valeur de la force de travail n'est plus ici un panier de biens mais la valeur de la force de travail est représentée par la part des salaires dans la valeur ajoutée nette ;

3) Ainsi que le souligne Harribey (2000), l'équivalent monétaire du temps de travail abstrait ne peut être déterminé qu'après l'échange et la réalisation monétaire. Autrement dit, c'est la post-validation par le marché et la monnaie qui détermine la quantité de travail abstrait. Il en résulte qu'au niveau microéconomique, les prix ne sont plus déterminés par leur valeur-travail mais, au niveau macroéconomique, il existe une relation entre prix et quantités de travail. L'interprétation retenue insiste sur le rôle de la validation sociale des travaux privés par le marché, donc sur l'idée que le travail abstrait ne se révèle que dans l'échange, par la médiation du marché. Ainsi, il n'y a pas deux mondes qui seraient d'un côté les valeurs et de l'autre les prix, au contraire la valeur s'exprime toujours sous forme de prix monétaire, révélant la quantité de travail socialement validé (Harribey, 2000). C'est pour cette raison d'ailleurs qu'on ne peut calculer l'équivalent monétaire du temps de travail et le taux de plus-value qu'a posteriori (ibid.). Ainsi que le soulignent Duménil et Foley (2006) : « A key aspect of the Single-System Labour Theory of Value interpretation is that value is present in the theory of exploitation, as a social substance extracted in one place in the economy (firm, industry), and realized in another. But there is no logical anteriority in the value system, compared to the price system. This interpretation is a single-system approach to the Labour Theory of Value. »

Notons que cette approche conduit à construire une relation macroéconomique entre travail et monnaie et que c'est précisément pour cette raison qu'Alain Lipietz l'adopta et participa à sa formalisation. Se pose tout de même un problème : la théorie de la valeur-travail n'ayant plus que pour seule fonction de démontrer que le profit prend sa source dans l'exploitation et la plus-value, ce n'est plus qu'une théorie macroéconomique, ce qu'assume d'ailleurs Harribey (2000, p. 13).

1. 2. Le véritable problème de la Single-System Labour Theory of Value et de la théorie de la valeur-travail marxienne plus généralement : la question de la socialisation du travail et de la fonction de la théorie de la valeur-travail

Le problème d'une telle solution, c'est que la théorie de la valeur-travail perd ici toute autre fonction que celle de « démontrer » que l'économie capitaliste est une économie d'exploitation et rien d'autre. Or, le moins que l'on puisse dire, c'est que la théorie de la valeur-travail avait (aussi) d'autres buts pour Marx et les Classiques :

- (1) fournir une explication des prix relatifs et, plus généralement, montrer qu'il existe des prix régulateurs qui gouvernent les prix de marché ;
- (2) pouvoir bénéficier d'un étalon invariable de la valeur et déterminer la « substance » de la valeur ;
- (3) offrir une théorie de la répartition, du profit et de l'exploitation ;
- (4) fonder une analyse de la forme valeur comme forme sociale spécifique du mode de production capitaliste amenant à une critique du fétichisme de la marchandise.

Si l'interprétation de Lipietz (1983) entre l'exotérique et l'ésotérique est séduisante, force est de constater que cela peut inciter certains à ne s'intéresser qu'au monde enchanté. Pourtant, ce n'était pas l'intention de l'auteur, puisque ce dernier cherchait à proposer une interprétation du lien entre valeur et envol inflationniste.

Or, comme le remarque Guerrero (2007) si sur les points (3) et (4), la théorie de la valeur-travail nous donne des réponses, force est de constater que l'on a perdu de vue les deux premiers objectifs. En somme, la théorie de la valeur-travail, même avec la « nouvelle interprétation », devient une construction peu utile, y compris pour la théorie de la régulation qui ne s'en sert guère pour sa théorie des prix.

Il faut ensuite, pouvoir justifier l'idée selon laquelle le travail serait la substance de la valeur. Ce problème fut soulevé par Bhm-Bawerk (1896) et Hilferding (1904) proposa une réponse. La Single-System Labour Theory of Value, comme d'ailleurs presque toutes les solutions au problème de la transformation, ne démontre pas la validité de la théorie de la valeur-travail marxienne, elle en montre sa cohérence interne. Autrement dit, on fait l'hypothèse que le travail est source de valeur. La question à laquelle il s'agit de répondre est donc la suivante : comment se fait-il que le travail soit le régulateur ou la source ou la substance de la valeur alors qu'il apparaît masqué comme tel aux agents qui ne s'intéressent qu'aux prix de marché en monnaie ? Formulée autrement encore : comment expliquer qu'en pratique la commensurabilité des marchandises et donc leur valeur passe par le travail, alors même que ce dernier n'est pas institutionnalisé comme tel ? Reprenons le chapitre I du *Capital* et la réponse de Hilferding (1904) à Böhmer-Bawerk, qui est largement acceptée chez les marxistes, et qui finalement trouve sa consécration dans la Single-System Labour Theory of Value.

Le point de départ de Marx est la marchandise, forme élémentaire de la richesse dans les sociétés capitalistes. Celle-ci possède la double nature d'être une valeur d'usage et une

valeur d'échange, donc d'apparaître sous un rapport qualitatif et un rapport quantitatif (Marx, 1867, p. 2) « Chaque chose utile, comme le fer, le papier, etc., peut être considérée sous un double point de vue, celui de la qualité et celui de la quantité. Chacune est un ensemble de propriétés diverses et peut, par conséquent, être utile par différents côtés. Découvrir ces côtés divers et, en même temps, les divers usages des choses est une œuvre de l'histoire. [...] La diversité de ces mesures des marchandises a pour origine en partie la nature variée des objets à mesurer, en partie la convention. L'utilité d'une chose fait de cette chose une valeur d'usage. » La valeur d'usage est rejetée en dehors de son champ d'étude et ce qui l'intéresse est la valeur d'échange, en ce qu'elle met en rapport quantitatif deux valeurs d'usage, donc deux qualités différentes. Or ce rapport d'échange, qui suppose l'égalité entre une quantité x d'une valeur d'usage et une quantité y d'une autre valeur d'usage, implique nécessairement, selon Marx, qu'il existe quelque chose de commun entre les deux marchandises. Comme on le sait, pour Marx, le travail humain est cette substance commune susceptible de rendre commensurable les marchandises entre elles et qui est source de valeur.

Böhm-Bawerk (1896, p. 60) critiqua justement la mise à l'écart d'autres facteurs communs aux valeurs d'usage: « The second step in the argument is still worse: "If the use value of commodities be disregarded" – these are Marx's words – "there remains in them only one other property, that of being products of labour." Is it so? I ask today as I asked twelve years ago: Is there only one other property? Is not the property of being scarce in proportion to demand also common to all exchangeable goods? Or that they are the subjects of demand and supply? Or that they are appropriated? Or that they are natural products? For that they are products of nature, just as they are products of labour, no one asserts more plainly than Marx himself, when he declares in one place that "commodities are combinations of two elements, natural material and labour." Or is not the property that they cause expense to their producers – a property to which Marx draws attention in the third volume – common to exchangeable goods? »

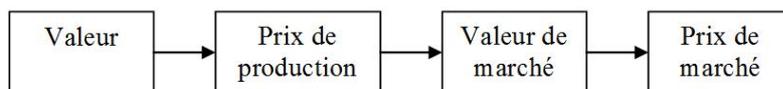
Ainsi, le raisonnement de Marx faisant du travail la source de la valeur ne serait pas une démonstration. En effet, comme le remarque Böhm-Bawerk (1896), la rareté, le fait d'être des produits naturels transformés ou des objets de propriété privée formés de matière et d'atomes (surtout si on est matérialiste) sont tout autant des propriétés communes de toutes les marchandises (au sens de Marx, c'est-à-dire si on exclut les services). Le fait d'avoir choisi le travail n'est donc pas une preuve et, par conséquent, ni la théorie de la valeur-travail ni la théorie de l'exploitation marxienne ne seraient prouvées. Hilferding (1904) eut le mérite de tenter de répondre à Böhm-Bawerk. Sa réponse consiste à dire que dans une société de producteurs privés, le travail n'est pas immédiatement social, il ne le devient que par l'échange qui valide ainsi la valeur d'usage des travaux privés en les faisant devenir sociaux et abstraits. Ainsi, comme le dit Faccarello (2000, p. 175) : « De façon indirecte, l'échange et les rapports d'échange fixent la place de chacun dans la division sociale du travail. C'est là la forme de régulation propre à la société marchande ». Ou encore en citant Hilferding (1904, p. 5):

« But a commodity cannot of its own initiative enter into relationships with other commodities; the material relationship between commodities is of necessity the expression of a personal relationship between their respective owners. As owners of

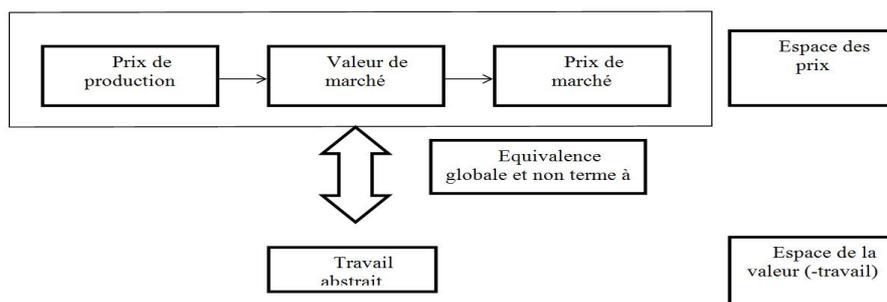
commodities, these reciprocally occupy definite relationships of production. They are independent and equal producers of private “labors.” But these private “labors” are of a peculiar kind, inasmuch as they are effected, not for personal use but for exchange, inasmuch as they are intended for the satisfaction, not of individual need, but of social need. Thus whereas private ownership and the division of labor reduces society into its atoms, the exchange of products restores to society its social interconnections. »

Mais une telle interprétation, bien qu’extrêmement séduisante², pose un problème majeur pouvant d’ailleurs expliquer le remplacement de la théorie de la valeur par la théorie monétaire chez les régulationnistes : si c’est l’échange qui est régulateur et qui permet de déterminer la quantité de travail (abstrait), c’est que le travail n’est pas en lui-même le régulateur des échanges ! D’ailleurs, ainsi que le souligne Hilferding, ce qui intéresse l’acheteur est la valeur d’usage, et ce n’est qu’au travers de la validation de la valeur d’usage de la marchandise par le marché que le travail devient socialement validé, donc utile et reconnu comme tel. Et Marx lui-même dit la même chose : « D’un autre côté, il faut que leur valeur d’usage soit constatées avant qu’elles puissent se réaliser comme valeurs ; car le travail humain dépensé dans leur production ne compte qu’autant qu’il est dépensé sous une forme utile à d’autres. Or, leur échange seul peut démontrer si ce travail est utile à d’autres, c’est-à-dire si son produit peut satisfaire des besoins étrangers. » (*ibid.* p. 78).

Globalement, cela amène ce commentaire de Bidet (1990) : « Ce qui a été traditionnellement désigné comme théorie de la “valeur-travail”, c’est-à-dire l’exposé qui ouvre *Le Capital*, doit donc en réalité être appréhendé comme théorie de la valeur-travail-utilité dans une structure de marché » (cité par Harribey, 2000). C’est pour cette raison que Guerrero (2007, p. 3) rappelle que la théorie de la valeur-travail visait aussi à expliquer la formation des prix de marché : « It is very often forgotten that the main purpose of any theory of value is to explain the behaviour of actual – real – market prices, as different from production prices. It is crucial to our interpretation to consider market prices [...] as the point of departure of the whole analysis, as they are the real phenomena that has to be explained as the primary expression and result of real labour the main and deepest fact and concept of the Labour Theory of Value ». Rappelons qu’aux yeux de Marx, le prix de marché fluctue autour de la valeur de marché (prix d’équilibre des offres et demandes), qui elle-même est régulée par le prix de production (et donc la concurrence liée à la mobilité du capital entre les branches amenant l’égalisation des taux de profit), le prix de production dépendant lui-même de la valeur (travail abstrait). À première vue, nous aurions le schéma 1a d’articulation des concepts et des niveaux d’abstraction.



Mais avec la Single-System Labour Theory of Value, on pourrait proposer une seconde schématisation (schéma 1b).



Dans ce cas, il y a bien une connexion globale entre valeurs et prix, mais la valeur ne préexiste pas au prix : le travail abstrait est déterminé par la validation monétaire et la plus-value globale détermine le profit global. Aucun des « espaces » ne préexiste à l’autre, ils

sont « co-déterminés », les prix n'étant qu'une forme d'apparition du travail abstrait. Mais du coup, la théorie de la valeur-travail ne sert plus à déterminer les prix, comme on l'a dit plus haut.

Pourtant, l'idée selon laquelle la théorie de la valeur-travail garderait une utilité comme théorie des prix a été défendue par plusieurs auteurs marxistes. Il existe différentes tentatives de vérification empirique de la théorie de la valeur-travail, par le biais d'analyses économétriques partant d'estimations et d'approximations des prix de production, puis des valeurs-travail (Shaikh, 1984 et 1998 ; Petrovich, 1987 ; Cockshott et Cottrell, 1997 et 2005, Tsoulfidis et Maniatis, 2002). Par exemple Shaikh (1984) montre de façon intéressante que l'approximation de Ricardo, selon laquelle l'influence du taux de profit sur la déviation entre les prix et les valeurs-travail (exprimés en termes de prix directs) n'excéderait pas 7 %, est presque vérifiée pour les États-Unis : environ 92 % de la variance des prix de production est expliquée par les prix directs en travail à partir d'une étude économétrique. Le même type d'analyses sur d'autres pays – Yougoslavie, Royaume-Uni et Grèce donnent des R_2 encore plus élevés et des écarts entre prix directs et prix de marché (mesurés par une variance de la moyenne absolue pondérée) qui, dans le cas le plus défavorable, à ne dépasse pas 22 %. De la même façon, les écarts entre valeurs-travail et prix de marché ne dépassent guère 10 %. On pourrait penser qu'il s'agit d'une vérification relativement forte de la pertinence empirique de la théorie de la valeur-travail comme théorie des prix. Cependant, ces études ont été critiquées par Kliman (2002) puisqu'elles ne représenteraient que de « fausses » corrélations et qu'elles seraient affectées par de graves problèmes de spécification, ce qui amènerait à douter de leur validité, et donc du sens de la forte corrélation observée entre valeurs et prix. Quoiqu'il en soit, ces débats ne furent, à notre connaissance, jamais pris en compte par la théorie de la régulation, la question de la valeur et des prix (à l'exception des prix des actifs) ayant suscité, jusqu'à récemment, peu de contributions.

Considérant les contradictions et les limites de la théorie de la valeur-travail, Aglietta et Orléan (1982 puis 2002) vont choisir de rompre avec la théorie de la valeur pour y substituer la question de la monnaie.

2. Des apports de l'approche monétaire d'Aglietta et Orléan (2002) aux problèmes du rejet de la théorie de la valeur

2. 1. L'approche monétaire et l'autoréférentialité

L'approche monétaire³ d'Aglietta et Orléan (2002) prend le chapitre 1 du *Capital* pour point de départ afin de justifier l'émergence de l'institution monétaire et de montrer son antériorité logique au marché. Partant de l'hypothèse de séparation propre aux sociétés marchandes, la rivalité s'exprime dans la forme simple de la valeur. Qui plus est, le marché étant incertain et jamais totalement constitué, il en résulte une incertitude quant à la capacité à maintenir et à faire accepter les marchandises des producteurs en tant que richesses. La contradiction entre les désirs des échangistes ne peut être réduite que par

l'existence d'un tiers médiateur. Les auteurs en viennent alors à proposer une nouvelle définition de la richesse (p. 66) : « Dans l'ordre marchand, l'exigence de protection éprouvée par les individus prend la forme spécifique d'un désir d'objet, ce qu'on appellera "la richesse". En cela, il revêt une forme sociale qui respecte la logique d'anonymat et de libre transfert qu'on trouve aux fondements du rapport marchand. » Puis ils ajoutent (p. 67) : « Ainsi présentée, la richesse n'est dans l'ordre marchand que le nom donné au désirable absolu, cette "chose" contre laquelle chaque membre du groupe est prêt à aliéner ce qu'il possède [...] Pour désigner cette propriété constitutive de la richesse, on parlera de "liquidité" ».

Grâce à l'hypothèse du désir mimétique, Aglietta et Orléan vont montrer que les échangistes, afin de se rassurer face à la rivalité et la violence du marché, vont polariser leurs désirs de richesse vers un objet, celui qui est désiré par les autres : la monnaie. La monnaie apparaît alors comme antérieure au marché, en ce sens qu'elle est la condition nécessaire pour que les échanges puissent exister. Selon eux (p. 23-27), « entre valeur et monnaie, il faut faire un choix ». « Finalement, une définition théorique de la monnaie n'est possible que si l'échange est conçu comme processus de socialisation qui ne présuppose pas une substance sociale » (p. 19).

Pour fonctionner, la théorie de la valeur (néoclassique) suppose en effet la vérification de l'hypothèse de nomenclature, donc un monde social très particulier où justement les qualités des biens sont connues de tous, un monde social transparent à lui-même. Ce monde walrassien n'a pas besoin de monnaie puisque la socialisation des biens est totale. Chaque agent rationnel sait ce qu'il préfère et désire et la monnaie ne peut être désirée pour elle-même : « quoi pourrait-elle servir dans un monde où les rapports entre échangistes sont totalement déterminés par le principe de valeur ? ». Les auteurs en déduisent : « Il faut rompre avec la théorie de la valeur et lui substituer une analyse de la monnaie comme processus par lequel les sociétés marchandes se structurent et accèdent à une existence stabilisée. Pour le dire de manière schématique, les économistes ont eu pour habitude de penser le prix en partant de la valeur, quand, pour nous, son fondement est à trouver dans la monnaie. "Valeur versus monnaie", telle est, selon nous, l'alternative essentielle. »

Or, cette critique n'affecte pas seulement la théorie néoclassique de la valeur, mais également (et surtout je dirais même) la théorie marxiste et les théories classiques, comme cela est confirmé par Orléan (2011a). En effet, toutes ces approches partageraient l'idée d'une valeur déterminant les prix (réels), indépendamment de la monnaie, tout cela en présupposant que les valeurs d'usage sont connues préalablement à l'échange, c'est-à-dire en considérant la valeur d'usage en dehors du champ de l'économie politique. L'approche d'Aglietta et Orléan (2002) souligne ainsi la contradiction que nous avons déjà formulée à l'encontre du marxisme : ou bien le travail abstrait est-il « présocialisé » et de ce fait il est une substance qui détermine la valeur d'échange indépendamment du marché, ou bien c'est l'échange marchand et la monnaie, qui par la validation sociale des valeurs d'usage et des travaux privés, amène à la formation du travail abstrait par la médiation des prix, mais de fait la théorie de la valeur-travail perd toute pertinence (si ce n'est de montrer l'exploitation). La monnaie constituant une unité de compte, elle est le langage qui permet au marché

d'exister et aux dettes d'être payées. La monnaie est le seul signe à pouvoir éteindre toute dette sociale, elle est une créance absolue. Lordon et Orléan (2007) résument au final le cœur de « l'approche monétaire » :

Au lieu de voir dans la monnaie, un instrument conventionnel permettant l'expression indirecte d'une valeur qui lui préexisterait, il faut a contrario considérer que monnaie et valeur constituent une seule et même réalité. La valeur est tout entière du côté de la monnaie et d'elle seule. Elle n'existe que dans la monnaie. En conséquence, dans notre perspective, dire que les marchandises valent quelque chose équivaut à dire qu'elles permettent d'obtenir de la monnaie dans l'échange. Paraphrasant Marx, nous pouvons écrire : « Nous connaissons maintenant la substance de la valeur : c'est la monnaie. Nous connaissons maintenant la mesure de sa quantité : c'est la quantité de monnaie ». Il ne s'agit donc plus de voir dans le prix monétaire un voile conventionnel qui demanderait à être écarté pour accéder à cette grandeur cachée qu'est la valeur des marchandises. Dans notre approche, tout au contraire, le prix est la réalité première au sens où la marchandise vaut exactement son prix, c'est-à-dire la quantité de monnaie à laquelle elle donne accès dans l'échange marchand.

À partir de son analyse de la finance, Orléan (1999) porte par ailleurs un nouveau coup à l'idée d'une théorie substantialiste de la valeur. En reprenant le fameux exemple du concours de beauté keynésien, il propose une théorie keynésienne des prix des actifs. En situation d'incertitude, les comportements spéculatifs autoréférentiels se généralisent, même si certains agents « savent » que le prix est supérieur à la valeur fondamentale, car ils peuvent être incités à continuer à acheter ou détenir un titre s'ils anticipent que les autres agents vont continuer à l'acheter. De ce fait, les prix des actifs n'ont plus d'autres référentiels que la convention financière spéculative qui émerge dans la communauté financière. Le prix des actifs peut donc gonfler de façon totalement indépendante de leur valeur fondamentale.

Dès lors, toute théorie de la valeur substantialiste semble superflue, car les fondamentaux, à savoir la production réelle, ne gouvernent plus les prix et la monnaie se substitue à toute autre forme d'étalon, en ce qu'elle apparaît comme le préalable de l'échange.

2. 2. Du rejet de la théorie de la valeur à la nécessité d'analyser la construction sociale des valeurs d'usage et des prix

Si l'approche d'Aglietta et Orléan (2002) est indéniablement pertinente, elle est également spécifique quant à la définition de la richesse proposée, par rapport à celle de l'économie politique. Les Classiques n'ont jamais cessé de critiquer l'identification entre monnaie et richesse, pour y substituer l'idée aristotélicienne de valeur d'usage. D'une certaine façon, Aglietta et Orléan (2002) retrouvent une position mercantiliste et, sous un certain angle, keynésienne, mais pas totalement puisque Keynes lui-même n'était pas loin d'adhérer à la théorie de la valeur-travail. Il convient cependant de faire deux remarques critiques.

Tout d'abord, un tel positionnement, conduisant à identifier liquidité et richesse, peut

amener à des dérives on ne peut plus problématiques dans l'analyse de la finance capitaliste. Notons ceci : ce que disent Orléan et Keynes pour la finance n'est pas incompatible avec Marx jusqu'à un certain point. En effet, chez ce dernier également, le prix des actifs ne dépend d'aucune « loi » de la valeur. Il s'agit d'un capital fictif, de simples « bouts de papier » circulant de manière autonome par rapport au capital réel et aux richesses réelles. Pour Marx, la valeur du capital fictif est également indépendante de la « réalité » matérielle, car ils dépendent du taux d'intérêt (qui n'est asservi à aucune « loi » réelle, si ce n'est le rapport de force entre capitaliste financier et capitaliste industriel) et du fétichisme du capital portant intérêt, qui semble pouvoir se valoriser de façon autonome à la production dans des circuits A-A'. Mais chez Marx, cette autonomisation n'est que relative, au sens où les intérêts, dividendes distribués et plus-values financières sont toujours issus de la production réelle de plus-value. L'analyse des conventions financières d'Orléan (1999) et l'approche monétaire sont certes très riches et productives, mais à identifier liquidité et richesse, on est amené de proche en proche à penser que les bulles financières sont de vraies richesses ou à discuter de la « productivité » du travail d'un *trader* ! En effet, en identifiant la richesse et la liquidité, tout ce qui est payé en monnaie est une richesse : qu'il s'agisse de la baguette de pain (ce qui n'est guère problématique), du paiement des services d'un tueur à gages ou, en moins caricatural, du paiement du service rendu par un gestionnaire de *hedge funds*. Or sur ce point, il nous semble qu'il faut avoir une position critique, et le marxisme et les Classiques permettaient de faire la différence entre les vraies richesses et les richesses fictives (même si cela ne voulait pas dire non plus que leur théorie était valide) : ce n'est pas parce qu'on fait circuler des droits de propriété et que le prix de ces actifs gonfle au gré de la spéculation que l'on crée plus de richesses ! Il y a toujours autant de production à distribuer : tout revenu provient de la production, et donc du processus de travail... Et cela n'a rien à voir avec une prétendue « insuffisance » de la comptabilité nationale. Qui plus est, si Orléan est amené à reconnaître une autonomisation de la finance, c'est qu'implicitement les valeurs financières ne sont pas reconnues comme les « vraies » richesses. C'est alors l'écart entre la valorisation financière et la production réelle qui apparaît problématique, comme c'est le cas chez Marx. Plutôt donc que d'identifier richesse et liquidité, il nous semble plus raisonnable de considérer la monnaie (ou plutôt l'argent) comme l'équivalent général de toute richesse ou le symbole de la richesse, essentiellement pour les raisons données par Aglietta et Orléan (à savoir la polarisation mimétique pour se protéger de l'incertitude), mais pas comme « la » richesse. Car sinon, on risquerait de tomber dans une théorie de la génération spontanée en capital provenant de la spéculation.

Ensuite, si les apports de l'approche monétaire sont absolument indéniables et salutaires pour comprendre la genèse de la monnaie, son caractère social ainsi que les crises monétaires et le rôle de la confiance, il n'en demeure pas moins vrai que cela ne nous donne pas une théorie des prix. L'approche d'Orléan reste limitée au domaine des valeurs des actifs, elle ne permet pas de comprendre la valeur des marchandises, si ce n'est peut-être les marchandises non produites que sont les matières premières, qui sont objet de spéculation, ou bien encore les œuvres d'art, qui sont non reproductibles. Or, une des visées des Classiques au travers de la théorie de la valeur-travail est de comprendre pourquoi telle marchandise est deux fois plus chère que telle autre et non pas trois fois. Précisons que cela est loin d'être une question « secondaire », puisque pour répondre à la question de l'efficacité de l'allocation marchande, il faut savoir comment les prix se

forment et comment le marché répartit les ressources entre les différents secteurs. Une autre visée de la théorie de la valeur est ainsi d'expliquer la répartition. Sur ces questions, force est de remarquer que l'approche monétaire ne nous dit rien, et qu'elle ne peut d'ailleurs rien en dire car tel n'est pas son but.

Notons aussi qu'Aglietta et Orléan (2002) dans leur critique juste de la théorie de la valeur en appellent indirectement à réfléchir à la manière dont la valeur d'usage est socialisée, donc à renoncer à la considérer comme donnée. C'est à notre avis une voie à privilégier et qui se matérialise dans les théories de la construction sociale des marchés et la sociologie économique, qui insistent soit sur le rôle de la prescription (Hatchuel, 1995), des signes et convention de qualité (Eymard Duvernay, 1989 ; Karpick, 2007) ou plus généralement du rôle du politique et des institutions dans la construction des marchés (Fligstein, 2001), en somme de toutes ces institutions qui sont les conditions sociales d'existence des marchés, des marchandises et de leur évaluation.

Un tel passage vers ce qu'on pourrait appeler une théorie de la construction sociale de la valeur d'usage et des prix (ou encore théorie de la valorisation), dont la théorie d'Orléan (1999) sur les prix des actifs serait un cas particulier, serait pertinent et elle serait en partie cohérente avec l'orientation prise par la théorie de la régulation dans ses sources d'inspiration, à savoir celle de Commons (1934), et celle de Spinoza dans les travaux de Lordon (2006 ; 2010). En effet, Commons avait justement remarqué que l'on échange non pas des biens ou des services, mais des droits de propriété sur ces biens et services. Or, selon Commons, le droit de propriété (capitaliste) est caractérisé par l'*usus*, l'*abusus* et le *fructus*. L'*usus* est ce qui a donné us, usage, utilité etc. L'*usus* est donc le droit d'utiliser le bien, d'en faire usage, par exemple en le consommant. côté de l'*usus* se trouve l'*abusus*, le droit de disposer de son bien comme on l'entend (don, vente, destruction, transformation etc.) et le *fructus*, c'est-à-dire le droit d'en percevoir un fruit ou un revenu. Commons en déduit la relation de futurité intrinsèque à tout droit de propriété : c'est le droit à un usage futur ou le droit à un revenu (ou une somme de revenus futurs). Chez Commons, ce qui est considéré comme valeur évolue dans le temps en fonction des « stades » du capitalisme, mais au final, il s'agit d'une théorie de la valeur d'usage et de sa construction.

La reconstruction se voulant la plus générale dans le sens d'une théorie de la valorisation est probablement celle de Lordon (2010). En réalité, il s'agit chez cet auteur d'une reconstruction anthropologique plus générale des sciences sociales et du structuralisme à partir de la théorie spinoziste des affects et du conatus, en guise de critique à l'individualisme méthodologique. Le conatus est « l'effort par lequel, toute chose en tant qu'elle est, s'efforce de persévérer dans son être » (Spinoza, thique III, proposition 6). Le conatus apparaît comme l'énergie qui met en mouvement les corps en vue de l'actualisation de leur pleine puissance. Ce conatus n'est autre que le désir chez l'Homme, ou pour le dire autrement, le désir est l'essence actuelle de l'Homme. Le conatus pour s'exprimer et se mettre en mouvement dans une direction doit être affecté, qu'il s'agisse des affects joyeux ou tristes. Ces affects sont eux-mêmes causés par des affections : c'est parce qu'un objet ou quelque chose associé à cet objet dans mon imaginaire a causé en moi un affect de joie que je le désire. La mise en forme des conatus est le produit des institutions et des structures sociales, qui sont des affects communs. L'anthropologie spinoziste conduit alors à rejeter toute théorie de la valeur substantielle comme la théorie

de la valeur-travail, car pour Spinoza, ce n'est pas parce qu'une chose a de la valeur que nous la désirons, mais au contraire parce que nous nous efforçons vers elle qu'elle a de la valeur. Ainsi, le spinozisme conduit-il à une vision de la valeur comme pur produit des désirs et affects et une inversion de la relation entre valeur et désir. La composition des affects au travers de l'imitation et grâce au processus de valorisation des institutions permet alors de comprendre pourquoi on valorise certains objets. Cette idée s'articule d'ailleurs très bien avec « l'approche monétaire », comme le montrent Lordon et Orléan (2007) : comme le désir des agents est causé par une image ou un objet causant un affect de joie, et que l'imitation produit la contagion des désirs, les agents finissent par désirer ce que les autres désirent, comme médium pour obtenir toutes les autres richesses, autrement dit l'argent :

il s'agit pour un individu de concevoir un bien pouvant être largement accepté par les autres acteurs et même, à la limite, accepté par tous. Une première manière d'aborder ce problème est de chercher du côté des marchandises utiles à tous ou au plus grand nombre. Or, il n'est pas difficile de montrer que l'utilité matérielle ou encore la valeur d'usage ne constitue pas, à elle seule, une base appropriée pour donner sens à la richesse. Pour le voir, notons simplement que cette détermination conduit à une caractérisation qui serait trop dépendante des changements imprévus dans les goûts et les habitudes de consommation. Or, la richesse pour être conforme à son concept suppose d'être perçue par les acteurs comme fixe sinon immuable. En effet, le producteur-échangiste n'acceptera de la détenir que dans la mesure où il sera assuré de pouvoir l'échanger aisément à n'importe quel moment futur. Or, la seule détermination par la valeur d'usage ne lui permet pas d'obtenir cette assurance. Mais, dès lors qu'on repousse la détermination par les valeurs d'usage, qu'est-ce qui peut réunir un grand nombre de producteurs-échangistes et stabiliser leur demande ? Telle est la question centrale. Or, à cette question, il n'est pas d'autre réponse que : le désir de richesse lui-même.

La citation précédente semblerait conduire à rejeter l'idée d'une théorie de la valeur d'usage. Or, de notre point de vue, il s'agit bien d'une théorie de la valeur d'usage, en ce sens spécial que la valeur (d'échange) des marchandises dépend du désir de celle-ci, et que la valeur d'usage apparaît comme le produit de ces désirs (que les désirs soient subjectifs ou non importe peu). Le cœur de la question devient celui des institutions de valorisation, c'est-à-dire comment telles ou telles institutions et habitudes finissent par faire élire tel ou tel objet comme désirable, donc comme valeur d'usage. Notons également la proximité aux yeux de Lordon des valeurs économiques, esthétiques, éthiques... « Il n'y a pas de contenu substantiel de la valeur, il n'y a que des investissements du désir et l'axiogénie permanente qui transfigure le désiré en bien. Ce renversement vaut pour toutes les valeurs aussi bien esthétiques, morales ou économiques, si distants que ces domaines de valorisation puissent paraître – prenant lui au sérieux l'identité du mot, par-delà l'hétérogénéité apparente de ces emplois, Durkheim formera explicitement le projet d'une théorie transversale de la valeur » (Lordon, 2010, p. 149). Ainsi, la problématique de l'économie politique se déplace-t-elle progressivement de la valeur d'échange aux conditions sociales de valorisation des valeurs, élargissant ainsi le champ de l'économie politique. Tous les signes et symboles, tous les standards institutionnalisés ont pour vocation de construire une forme de métrique de ce qui vaut ou ne vaut pas, ou encore de ce qui peut être une marchandise de ce qui ne peut pas l'être. En effet ces règles « prévalent » socialement la valeur d'usage de ces marchandises. La qualité du produit est donc tout autant une

construction sociale supposant un investissement du capital que la valeur d'échange. Cependant, notons ici que l'on n'a toujours pas de théorie véritable des prix, prix qui sont nécessairement reliés entre eux dans un système de prix. Qui plus est, les relations « qualitatives » ainsi définies (différenciation des produits etc...) n'ont des sens qu'au sein d'un même marché : si on peut utiliser les systèmes d'AOC pour comprendre par ce biais pourquoi un vin de table est moins cher qu'un château Yquem, il reste qu'on ne peut comparer aisément de la sorte le prix d'une bouteille de vin et celui d'une voiture, puisque des différences qualitatives « incommensurables » persistent, du fait justement d'une absence de métrique commune. En clair, on ne fait que comprendre la rente dans le prix d'une même catégorie de biens (question importante dans le capitalisme contemporain, où les signaux de qualité pullulent), non l'ensemble de la structure des prix (sauf bien sûr à adopter la théorie de la valeur-utilité marginaliste).

L'idée d'une nécessaire analyse de la construction sociale des prix, n'est jamais aussi visible que lorsqu'on analyse les politiques de contrôle des prix. Rappelons que le fordisme était marqué par des prix en partie administrés, et que le contrôle des prix s'effectue en général du fait de conflits de répartition, aussi bien entre classes qu'entre secteurs.

Mais l'abandon de la théorie de la valeur-travail pose un problème pour la question du rapport salarial, du profit, de la mesure de l'exploitation et de la construction des indicateurs de richesse.

3. Des risques de dérive vers la théorie néoclassique à une nécessaire nouvelle théorie du rapport salarial et de l'exploitation : une nécessaire clarification

L'enjeu de cette partie est de soulever un certain nombre de problèmes posés par l'approche monétaire et l'approche spinoziste. L'objectif est de permettre d'ouvrir le débat et d'amener les auteurs à clarifier leur propre positionnement face à l'absence de théorie de la valeur. Précisons qu'il ne s'agit pas pour nous d'une « défense » de la théorie de la valeur-travail, tant nous en avons montré les limites.

3. 1. Des risques d'un retour à une pseudo-théorie utilitariste de la valeur

Sur la question de la théorie des prix et du profit, faire du conatus la « source de la valeur » (d'usage et d'échange) revient quasiment à renouer avec une théorie de la valeur-utilité, à ceci près qu'au lieu de considérer les fonctions de préférence comme exogènes et les agents rationnels, les préférences sont ici endogènes car construites par la composition des affects, les coutumes et les différentes institutions de valorisation et de définition de la qualité. En effet, si la valeur provient du fait que nous désirons les biens et quand bien même ce serait le désir et non le bien qui fait que nous valorisons certaines richesses, alors on ne voit guère de différence avec la proposition marginaliste selon laquelle le prix provient de l'utilité (marginale) et subjective. Les néoclassiques n'ont jamais considéré que la valeur d'un bien existait en dehors de son évaluation par les préférences des agents.

La position spinoziste tient en l'idée qu'il n'y a pas de contenu substantiel dans le bien. Mais cela est le même point de vue que l'école autrichienne néoclassique, qui ne cesse de souligner le rôle de la subjectivité, de l'absence d'objectivité et qui en fait justement la raison de leur défense inflexible du marché...

Quelle serait alors la particularité de la théorie de la régulation ? Nous nous permettrons ici de développer le raisonnement à partir de certaines prémices spinozistes, même si de telles idées ne sont pas défendues par Lordon (2010) et que nous ne prétendons pas qu'il pense ainsi. Il s'agit ici de voir quels problèmes cela pourrait soulever. En développant à partir de ces travaux, on devrait en déduire que le prix monétaire aurait ceci de particulier qu'il représenterait un taux relatif de préférence entre la liquidité (l'argent) et la marchandise ou, pour le dire en utilisant les concepts spinozistes, les rapports de puissance entre les affects mettant en mouvement le désir d'argent comme « richesse générale » et ceux liés à la valeur d'usage (symbolique ou matérielle) de la marchandise. Or, en supposant l'agent guidé par son intérêt (ce qui est le cas dans l'optique spinoziste, Lordon, 2006), on risquerait de retrouver de proche en proche, si l'on y prend pas garde, le résultat selon lequel les facteurs de production sont rémunérés à leur productivité marginale, et donc que le profit est issu de la productivité marginale du capital (que l'on accepte une hypothèse de rationalité substantive ou limitée). Or, ainsi que cela est connu depuis la controverse de Cambridge, cette dernière proposition est logiquement impossible. En effet, il faut préalablement connaître la valeur du taux d'intérêt pour déterminer la valeur du capital et donc sa productivité marginale. Ensuite, le reswitching démonte l'idée d'un taux de profit déterminé par la « quantité » de capital (Pasinetti, 1985), ce qui incita les postkeynésiens à rechercher des passerelles avec le néoricardianisme pour sortir de cette impasse logique (Robinson, 1984 ; Cohen et Harcourt, 2003 ; Jorland, 1995). Dès lors, il convient que les auteurs clarifient la théorie des prix et du profit.

Puisque l'analyse monétaire est proche du keynésianisme, il pourrait paraître logique d'utiliser les explications postkeynésiennes ou kaleckiennes du profit, mais cela devrait être éclairci par les auteurs eux-mêmes. Dans ce cas-là, on pourrait considérer que le profit prend sa source dans les dépenses des capitalistes (investissement et consommation) rendues possibles par leur accès privilégié au crédit et par la capacité des capitalistes à faire « surtravailler » les salariés pour produire les biens d'investissements et les biens de consommation des capitalistes (Cordonnier, 2010). On trouverait là un pont entre marxisme, école de la Régulation et postkeynésianisme.

Le « choix » (refoulé) d'une théorie de la valorisation des valeurs d'usage d'un côté, et l'affirmation du caractère de richesse de la monnaie de l'autre, nécessitent de s'interroger sur les indicateurs de richesse. Si l'on considère qu'il existe une axiogénie commune à toutes les valeurs (esthétiques, éthiques, marchandes...) et que la monnaie apparaît comme la richesse dans une économie capitaliste, ne devrait-on pas en déduire que construire des indicateurs monétaires de la richesse serait possible sous certaines conditions ? Nous ne prétendons pas que les auteurs disent cela, mais cela mériterait *a minima* une mise au point.

Cette identité dans la source des valeurs affirmée par Lordon (2010) doit ouvrir de notre point de vue un programme de recherche sur les conditions d'usage de la monnaie dans les différents rapports sociaux, notamment sur les conditions structurelles et culturelles de l'acceptation de la monnaie dans certaines relations sociales. En d'autres termes, on

pourrait interroger les conditions sociales d'élection de la monnaie comme moyen de mesure de ces différentes « valeurs ». Un tel programme de recherche a été entamé par la sociologie économique de Viviana Zelizer (1979 ; 1994).

Enfin, ce qui est problématique de notre point de vue, c'est que l'on oublie que les conditions de production des richesses déterminent largement les prix. On pourrait fort bien rétorquer que la formation des prix dépend des formes de la concurrence, de la réglementation sur les prix et les produits, ce sur quoi on ne peut qu'être d'accord. Mais cela n'enlève rien au fait que les conditions de production déterminent largement les rapports des prix (comme d'ailleurs le taux de profit chez les classiques et les marxistes), et que la formation des prix relatifs influence les modalités d'accumulation du capital, comme les travaux fondateurs d'Aglietta (1976) ou Lipietz (1983) l'indiquaient.

3. 2. De la nécessité d'une théorie alternative du rapport salarial et de l'exploitation

Il faut donc doter la théorie de la régulation d'une autre théorie de la répartition et de l'exploitation, car avec la trajectoire de la théorie de la régulation, c'est la théorie de l'exploitation et de la plus-value qui disparaît ici sous sa forme marxiste. Il s'ensuit que la conception du rapport salarial est également modifiée par rapport à celle de la théorie marxienne. Or la théorie de la régulation considère toujours que l'économie est intrinsèquement conflictuelle, et que la répartition est le produit des conflits entre classes. On doit à Lordon (2010) de nous proposer une vision alternative. Rejetant la théorie de la valeur-travail, il défend un autre concept d'exploitation et une nouvelle conception spinoziste du rapport salarial. Il rappelle tout d'abord qu'il n'est pas nécessaire d'en appeler à la théorie de la valeur-travail pour dénoncer l'injustice de la répartition, la théorie de la valeur-travail n'étant qu'une théorie « revendicative » (p. 150) parmi d'autres pour défendre une répartition plus juste. Ainsi, la répartition apparaît ici comme une pure question politique d'opposition des puissances : ce sont les compromis institutionnalisés, que ce soit dans la forme du rapport salarial ou dans les formes de redistribution par l'état, qui déterminent la répartition et permettent de reproduire l'ordre social en régulant la violence. Ceci est compatible avec le marxisme, si ce n'est sur ce point précis : l'explication du profit par la plus-value.

Lordon (2010) redéfinit et généralise alors le concept d'exploitation, conçu non plus comme l'écart entre travail incorporé et travail commandé par le salaire (le travail payé si on veut), mais comme captation du désir et de la puissance d'agir du salarié par le désir maître du capitaliste, autrement dit l'asservissement des désirs des salariés au désir-maître. Ou encore, pour être plus précis, la captation des œuvres par le désir-maître qui a asservi à lui les désirs des exploités tout en les dépossédant de leurs œuvres. Le patron s'approprie les bénéfices symboliques de l'œuvre de la collectivité des travailleurs. L'avantage de ce changement est une généralisation du concept d'exploitation à d'autres formes d'exploitation que l'exploitation capitaliste : on peut ainsi analyser l'exploitation du thésard par son directeur de thèse. Comment expliquer le rapport salarial dans ce cas ? Selon une modalité marxienne, par l'inégal accès à l'argent et la nécessité pour le salarié de vendre sa force de travail pour obtenir l'argent qui lui permettra d'acheter les biens nécessaires à son désir. L'accès à la consommation pour le salarié apparaît comme le

désir qui le met en mouvement et permet d'accepter temporairement d'entrer sous la direction du capital et les affects tristes qui découlent de la subordination au désir-maître. Précisons que l'ouvrage de Lordon (2010) a pour objet de proposer une explication théorique aux formes de subordination au rapport capitaliste, particulièrement le régime néolibéral de mobilisation de la force de travail.

Mais cette théorie de l'exploitation ne va pas sans poser de problème. En effet, pour pouvoir juger de la dépossession des œuvres (donc de la production) des désirs exploités par le désir matre, encore faut-il pouvoir mesurer la contribution de chaque « facteur ». Or, cela n'est possible qu'en se donnant une métrique (qui pourrait tout à fait tre le temps de travail par exemple). Donc cela nous ramène au problème de la valeur. *A contrario*, la théorie traditionnelle de l'exploitation marxiste donne une mesure objective et assez claire de l'exploitation, qui permet de distinguer la perception de celle-ci pour les travailleurs avec sa réalité.

Conclusion

Ainsi que nous venons de le voir, la théorie de la régulation a reconstruit une théorie alternative au marxisme du rapport salarial, de la monnaie et une théorie implicite de la valeur, en se focalisant sur la construction sociale des catégories. Elle a donc relativement délaissé les questions de la source du profit, et de la détermination des prix pour développer la question de la forme monnaie et marchande, tout en niant la pertinence de la théorie de la valeur-travail. Ce choix a certes été productif, mais comme on a pu le voir, il ne va pas sans poser quelques problèmes. En particulier, nous ne disposons toujours pas d'une théorie des prix et l'explication spinoziste de l'exploitation, bien que stimulante, ne permet pas de totalement contourner le problème de la valeur.

Si l'approche monétaire a permis de belles avancées théoriques, cela ne doit pas conduire à rejeter comme le font Orléan et Lordon (2007) toute réflexion sur la théorie de la valeur. Tout d'abord, avec l'approche monétaire et sans la théorie de la valeur-travail, nous ne pouvons plus expliquer les prix et le risque est grand de séparer les conditions de production des prix. Ensuite, même si les prix ne convergent pas vers leur valeur en travail ou que la théorie de la valeur-travail n'est pas fondée théoriquement, il est possible de construire une mesure du contenu en travail des productions, ce qui est nécessaire pour mesurer qui est exploité et qui ne l'est pas dans la définition traditionnelle de l'exploitation. Mais si on considère que la monnaie et le marché sont les uniques procédés de mesure, alors on se trouve dans l'impossibilité de mesurer qui exploite et qui est exploité, et cela ne permet pas de construire des indicateurs de richesse alternatifs. Si on ne recourt pas à la théorie de la valeur-travail, il faut proposer une explication alternative du profit. Enfin, rappelons que sans théorie de la valeur et des prix, plus généralement en rejetant « toute économie des grandeurs », on ne voit guère comment la théorie de la régulation pourrait se prétendre tre une alternative globale à l'orthodoxie.

Je tiens à remercier les rapporteurs pour leurs remarques précieuses, le comité de rédaction de la *Revue de la régulation*, notamment Marie Coris pour ses conseils et sa relecture. Les dernières erreurs éventuelles sont de ma propre responsabilité.

Bibliographie

Aglietta, M. (1976), *Régulation et crises du capitalisme*, Paris, Calmann-Lévy.

Aglietta, M. et Orléan A. (1982), *La violence de la monnaie*, Paris, Odile Jacob.

Aglietta, M. et Orléan A. (2002), *La monnaie entre violence et confiance*, Paris, Odile Jacob.

Bidet J. (1990), *Théorie de la modernité, suivi de Marx et le marché*, Paris, PUF.

Böhm-Bawerk, E. (1896), *Karl Marx and the Close of his System*.

Cockshott Paul W. et Cottrell Allin (1997), "Labour time versus alternative value bases: a research note", *Cambridge Journal of Economics*, vol. 21, p. 545-549.

DOI : [10.1093/oxfordjournals.cje.a013685](https://doi.org/10.1093/oxfordjournals.cje.a013685)

Cockshott Paul W. and Cottrell Allin (2005), "Robust Correlations Between Prices and Labour Values: A Comment", *Cambridge Journal of Economics*, Vol. 29, No. 2, March, p. 312-313.

DOI : [10.1093/cje/bei015](https://doi.org/10.1093/cje/bei015)

Cohen Avi J. and Harcourt Goeff Colin (2003), "Retrospectives: Whatever happened to the Cambridge Capital Controversies?", *The Journal Of Economic Perspective*, vol.17, n° 1, March, p. 199-214.

DOI : [10.1257/089533003321165010](https://doi.org/10.1257/089533003321165010)

Commons, J. R (1934), *Institutional Economics: its Place in Political Economy*, Macmillan.

Cordonnier, L. (2010), *L'économie des Toambapiks*, Paris, Raison d'Agir.

Duménil, Gérard (1980), *De la valeur aux prix de production*, Paris, Economica.

Duménil, G. et Foley D. (2006), "The Marxian Transformation Problem", in *New Palgrave Dictionary of Economics*, Palgrave.

Eymard Duvernay, François (1989), « Convention de qualité et formes de coordination », *Revue économique*, n° 2, vol. 40, mars 1989, p. 329-359.

Faccarello, G. (2000), « Les controverses autour du Capital : les débats autour de la loi de la valeur », *Nouvelle histoire de la pensée économique*, t. 2, p. 171-201.

Fligstein, N. (2001), *The Architecture of Markets. An Economic Sociology of Capitalist Society*, Princeton University Press.

Foley, Duncan K. (1982), "The value of money, the value of labour power and the Marxian transformation problem", *Review of Radical Political Economics*, vol. 14, n° 2, summer 1982.

Guerrero, Diego (2007), "The labour theory of value and the double transformation problem", *Nómadas, Revista crítica de ciencias sociales*, Universidad Complutense de Madrid, n° 16, julio-diciembre, p. 255-284.

Hatchuel, A. (1995), « les marchés à prescripteurs », in Jacob A., Vérin H., *L'inscription sociale du marché*, Paris, L'Harmattan.

Harribey, Jean Marie (2000) *Retour sur la source du profit*, Documents pour l'enseignement économique et social, n° 119, mars 2000, p. 39-54.

Harribey, Jean Marie (2010), « Richesse : de la mesure à la démesure, examen critique du rapport Stiglitz », *Revue du MAUSS*, premier semestre.

Harribey, Jean Marie (2011), « La valeur, ni en surplomb, ni hors-sol », *Revue de la Régulation*, 2^e semestre 2011.

Hilferding, R.(1904), *Böhm-Bawerks Marx-Kritik*, Vienne ; trad. Dans Sweezy, 1949.

Jorland, G. (1995), *Les paradoxes du capital*, Paris, Odile Jacob.

Karpik, L. (2007), *L'économie des singularités*, Gallimard, Paris.

Kliman Andrew J (2002), "The law of value and laws of statistics: sectoral values and prices in the US economy, 1977-1997", *Cambridge Journal of Economics*, vol. 26, p. 299-311.

Lipietz, A. (1979), *Crise et inflation, pourquoi ?*, Paris, Maspéro.

Lipietz, A. (1983), *Le monde enchanté, De la valeur à l'envol inflationniste*, Paris, La Découverte/Maspéro.

Lordon, F. (2006), *L'intérêt souverain. Essai d'anthropologie économique spinoziste*, Paris, La Découverte.

Lordon, F. (2010), *Capitalisme, désir et servitude. Marx et Spinoza*, Paris, La Fabrique éditions.

Lordon, Frédéric et Orléan André (2007), « Genèse de l'État et de la monnaie : le modèle de la *potentia multitudinis* », *Revue du Mauss*.

Marx, K. (1965), *Le Capital, Livre I*, 1867, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 1.

Marx, K. (1968), *Le Capital, Livre III*, 1894, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 2.

Morishima M. (1973), *Marx's Economics*, Cambridge, Cambridge University Press.

Orléan, A. (1999), *Le pouvoir de la finance*, Paris, Odile Jacob.

Orléan, A. (2011a), *L'empire de la valeur*, Paris, Le Seuil.

Orléan, André (2011b), « Réponse à Jean-Marie Harribey », *Revue de la Régulation*, 2^e semestre 2011.

Pasinetti, L. (1985), *Leçons sur la production*, Dunod, Paris.

Petrovich Pavle (1987), "The deviation of production prices from labour values: some methodology and empirical evidences", *Cambridge Journal of Economics*, vol. 11, p. 197-210.

Rieu, Dong-Min (2006), "A Reexamination of the Quantitative Issues in the New Interpretation", *Review of Radical Political Economy*, vol. 38, 2, p. 258-271.

DOI : [10.1177/0486613405285429](https://doi.org/10.1177/0486613405285429)

Robinson, J. V (1984), *Contributions à l'économie contemporaine*, Paris, Economica.

Samuelson, Paul Anthony (1970), "The Transformation from Marxian 'Values' to competitive 'Prices': A Process of rejection and Replacement", *Proceeding of the National Academy of Sciences*, vol. 67, n° 1, p. 423-425, September 1970.

DOI : [10.1073/pnas.67.1.423](https://doi.org/10.1073/pnas.67.1.423)

Shaikh, A. (1984), "The Transformation from Marx to Sraffa", in Mandel E., and Freeman A. (dir.), *Ricardo, Marx, Sraffa, The Langston Memorial Volume*.

Shaikh, A. (1998), "The Empirical Strength of the Labor Theory of Value", in *Conference Proceedings of Marxian Economics: A Centenary Appraisal*, Riccardo Bellofiore (ed.), Macmillan, London.

Spinoza, B. (1988), *Éthique*, texte original et traduction de Bernard Pautrat, Paris, Seuil.

Steedman, I. (1977) *Marx after Sraffa*, London: New Left Books. University of Massachusetts Amherst.

Tsoufidis Lefteris et Maniatis Thanasis (2002), "Values, prices of production and market prices: some more evidence from the Greek economy", *Cambridge Journal of Economics*, vol. 26, p. 359-369.

DOI : [10.1093/cje/26.3.359](https://doi.org/10.1093/cje/26.3.359)

Von Bortkiewicz Ladislau (1907a), "On the correction of Marx's Fundamental Theoretical Construction in the Third Volume of Capital", *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, July.

Von Bortkiewicz Ladislau (1907b), "Value and Price in the Marxian System", *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, vol. XXV, 1907, p. 10-51, 445-488.

DOI : [10.1522/030110916](https://doi.org/10.1522/030110916)

Zelizer V. (1979). *Morals and Markets: The Development of Life Insurance in the United States*, Columbia University Press.

Zelizer V. (1994). *The Social Meaning of Money: Pin Money, Paychecks, Poor Relief, and Other Currencies*, Basic Books.

Notes

1 Que ce soit sur la question de la valorisation des actifs immatériels, des actifs financiers ou encore des actifs naturels par exemple. On peut évoquer aussi les réflexions sur les nouveaux indicateurs de richesse.

2 L'adhésion à cette idée est assez nette chez Lipietz (1979), comme le montre cette citation parmi d'autres : « C'est par l'échange que les travaux privés concrets réalisés de façon privée dans les différentes branches de la division du travail prennent leur caractère social. » (p. 85)

3 Nous appellerons ainsi l'approche d'Aglietta et Orléan faute de mieux.

Matthieu Montalban, « De la place de la théorie de la valeur et de la monnaie dans la théorie de la régulation : critique et synthèse », *Revue de la régulation* [En ligne], 12 | 2e semestre / Autumn 2012, mis en ligne le 19 décembre 2012, consulté le 11 janvier 2019. URL : <http://journals.openedition.org/regulation/9797> ; DOI : 10.4000/regulation.9797